



## Pour que notre presse continue à être la mieux distribuée du monde !

La presse française est une grande malade et notre président de la République ne manque pas d'imagination pour trouver des raisons à ses maux. Il déclarait la semaine dernière dans une interview accordée au Monde : « nous avons les journaux les moins bien diffusés du monde. »

Évoquait-il alors le tirage insuffisant de nos quotidiens nationaux ou bien une distribution déficiente des journaux ?

Qu'importe l'assertion retenue, Nicolas Sarkozy a depuis longtemps les journalistes et le système coopératif de distribution avec ses salariés dans le collimateur. Les responsables de la crise de la presse sont ceux qui écrivent les journaux et ceux qui la distribuent. Une manière d'éluider les vrais problèmes que rencontre la presse aujourd'hui.

Lors de son grand show du 8 janvier dernier, baptisé pour l'occasion conférence de presse, il a rassuré ses amis Arnault, Bolloré, Dassault, Lagardère qui ont la mainmise sur l'ensemble des médias.

L'affaire étant déjà entendue, le principal problème qui se pose à la presse n'est pas celui de la « concentration de la propriété des médias » mais celui de la distribution !

Depuis qu'il a proposé les États généraux de la presse pour la rentrée, il ne manque pas, avec le ministre de la Culture et de la Communication, de dessiner les contours d'une presse écrite et distribuée au service des pouvoirs économique et politique.

Les attaques répétées du porte-parole de l'UMP, Frédéric Lefebvre ces derniers mois contre l'AFP et le système de distribution de la presse témoignent de cette volonté de mettre la presse au pas très libéral. Le rythme a déjà été donné avec les pressions de l'Élysée exercées sur les rédactions.

Nicolas Sarkozy ne supporte pas les journalistes qui lui tiennent tête ou qui la relèvent pour défendre l'indépendance éditoriale. Les journalistes qu'il désire sont à l'image de cet épisode camarguais de la campagne électorale présidentielle : dans une charrette, derrière lui et à ses bottes.

À ce titre, il devrait apprécier Christophe Barbier, directeur de la rédaction de *l'Express* qui s'exprime ainsi dans le dernier numéro de *Marianne* : « *Il demeure des Bastilles syndicales à prendre et des archaïsmes commerciaux à vaincre... Les États généraux de la presse écrite sont là, disponibles, pour que nous aidions le pouvoir à prendre les bonnes décisions.* »

Nous sommes entrés dans l'ère du reniement des héritages porteurs de progrès et de démocratie. Celui du 2 avril 1947— date de la création de la loi bichet qui régit la distribution de la presse dans notre pays — est notamment ciblé.

*Le système coopératif de distribution : une entrave pour l'ultralibéralisme.*

L'une des spécificités de la presse est de nature politique, particulièrement pour la presse d'information et d'idées. C'est l'une des composantes fondamentales de la démocratie. Par conséquent, elle doit être pluraliste et accessible à tous. À l'inverse du commerce courant qui a toute liberté de choisir et de mettre en valeur ses produits, le système de distribution ne peut pratiquer l'exclusion ou la sélectivité de journaux qui lui sont confiés. La presse est avant tout un bien culturel qui ne peut être commercialisé selon les règles classiques du négoce.

Or, la question du maintien d'un tel système de distribution se pose d'une manière aiguë aujourd'hui avec le plan « Défi 2010 » des Nouvelles Messageries de la Presse parisienne (NMPP). Ce plan ne se résume pas une création de nouveaux points de vente. Il annonce la fin d'une exception culturelle au service du pluralisme.

Quand le gouvernement de Sarkozy se dit prêt « à aller très loin » dans la réforme de la distribution, c'est pour sceller le sort d'un service d'intérêt public. C'est un système unique au monde qui donne à tout quotidien ou magazine, quel que soit son tirage, la possibilité d'être présent dans l'ensemble des points de vente et ce, sur tout le territoire sur la base d'égalité avec les titres les plus importants, c'est-à-dire groupé avec les autres titres, acheminé en temps et en heure.

Pour Sarkozy, nos journaux sont les moins bien diffusés du monde. En fait, il pense que tous n'ont pas lieu d'être distribués d'une manière égalitaire, voire d'exister. Il rêve d'un grand groupe international de médias tel News Corp détenu par Rupert Murdoch.

Dans cette perspective de concentration exacerbée, la majorité des éditeurs de presse sera condamnée à disparaître. D'où la volonté de mettre fin à tous les systèmes de régulation qui garantissaient jusqu'alors l'expression pluraliste de l'information et des idées.

Le droit d'expression et le droit à l'information ne doivent pas seulement être proclamés. Ils doivent être garantis et donc bénéficier des ressources adaptées.

La remise en cause du système coopératif de distribution de la presse est inacceptable, comme l'est celle des ordonnances de 1944 et 1945 sur la presse ou bien l'abandon des tarifs postaux différenciés et du taux réduit de TVA.

Les États généraux devront choisir entre une presse plurielle qui joue pleinement son rôle de vecteur de la démocratie ou bien une presse telle qu'elle est préconisée par l'Institut Montaigne : uniquement au service de l'idéologie libérale.

Paris, le 21 juillet 2008